

MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY LAWS AND REGULATIONS  
NOTIFIED UNDER ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT

Luxembourg

The present document reproduces<sup>1</sup> the following laws and regulations, as notified by Luxembourg under Article 63.2 of the Agreement (see document IP/N/1/LUX/1/Add.1):

	<u>Page</u>
- Patent Law of 30 June 1880, as amended by the Law of 27 April 1922, the Grand-Ducal Decree of 13 October 1945 and the Law of 31 October 1978	2
- Grand-Ducal Decree of 13 October 1945 amending and supplementing patent legislation	9
- Ministerial Decree of 9 November 1945 on administrative procedure related to patents, enacted under the Law of 30 June 1880 and the Grand-Ducal Decree of 13 October 1945	10
- Ministerial Decree of 7 November 1946 on administrative procedure related to patents, enacted under the Law of 30 June 1880 and the Grand-Ducal Decree of 13 October 1945	16
- Grand-Ducal Decree of 21 June 1947 on extension of the time-limits and reinstatement of industrial property rights	17
- Grand-Ducal Regulations of 16 December 1980 fixing a new scale for the various fees and additional fees set out in the Grand-Ducal Decree of 13 October 1945 amending and supplementing patent legislation	18
- Grand-Ducal Regulations of 28 December 1989 amending the Grand-Ducal Regulations of 16 December 1980 fixing the new scale for the various fees and additional fees set out in the Grand-Ducal Decree of 13 October 1945 amending and supplementing patent legislation, and the Ministerial Decree of 9 November 1945 on administrative procedure related to patents, enacted under the Law of 30 June 1880 and the Grand-Ducal Decree of 13 October 1945	21

---

<sup>1</sup>In French only.

### **III. BREVETS D'INVENTION**

#### **A. Législation nationale**

##### **1.**

30 juin 1880. – Loi sur les brevets d'invention

Mém. 1880, 405

mod. L. 27 avril 1922, Mém. 1922, 381; arr. gd. 13 octobre 1945, Mém. 1945, 784; L. 31 octobre 1978  
Mém. 1978, 1658

#### **Chapitre 1<sup>er</sup>. – Dispositions générales**

Art. 1<sup>er</sup>. 1) Il est accordé des droits exclusifs et temporaires, sous le nom de brevet d'invention, pour toute invention qui est nouvelle, qui implique une activité inventive et qui est susceptible d'application industrielle.

Janvier 1991

## DROITS INTELLECTUELS

- 2) Ne sont pas considérées comme des inventions au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, notamment :
- a) les découvertes ainsi que les théories scientifiques et les méthodes mathématiques;
  - b) les créations esthétiques;
  - c) les plans, principes et méthodes dans l'exercice d'activités intellectuelles, en matière de jeu ou dans le domaine des activités économiques et tous autres systèmes dans la mesure où ils ont un caractère purement abstrait;
  - d) les présentations d'informations.

Les dispositions du présent paragraphe n'excluent la brevetabilité des éléments énumérés auxdites dispositions que dans la mesure où la protection demandée ne concerne que l'un de ces éléments considéré en tant que tel.

- 3) Sont exclues de la protection prévue par le paragraphe 1<sup>er</sup> :

a) les inventions dont la publication ou la mise en œuvre serait contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, la mise en œuvre d'une invention ne pouvant être considérée comme telle du seul fait qu'elle est interdite par une disposition légale ou réglementaire;

b) des inventions concernant les variétés végétales ou les races animales ainsi que les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, cette disposition ne s'appliquant pas aux procédés microbiologiques et aux produits obtenus par ces procédés. (L. 31 octobre 1978)

2. Une invention n'est pas considérée comme nouvelle, lorsque, au moment de la déclaration faite sur le fondement de la présente loi, elle se trouve déjà décrite assez nettement dans des imprimés rendus publics, ou qu'elle est assez notoirement exploitée, soit dans le Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, pour que l'exécution par d'autres personnes expertes, paraisse possible. (Loi 27 avril 1922)

3. Le droit à l'obtention du brevet appartient à celui qui le premier a déclaré l'invention conformément à la présente loi, sauf ce qui est statué ci-après à l'art. 16, n° 2.

4. L'effet du brevet sera que, sans l'autorisation du titulaire, nul ne pourra fabriquer industriellement, mettre dans le commerce ou exposer en vente l'objet de l'invention.

Si l'objet de l'invention consiste dans un procédé, une machine ou un engin industriel quelconque, dans un outil ou tout autre instrument de travail, l'effet du brevet sera en outre que, sans l'autorisation du breveté, nul ne pourra, industriellement, appliquer le procédé ou faire usage de l'objet de l'invention.

5. L'effet du brevet n'existe pas à l'égard de celui qui, au moment où le titulaire du brevet a fait sa déclaration, avait déjà mis en œuvre l'invention dans le Grand-Duché, ou avait déjà pris à cette fin les dispositions nécessaires.

L'effet du brevet ne s'étend pas aux engins de locomotion qui n'entrent que passagèrement dans le Grand-Duché.

Le brevet cessera de produire effet pour autant qu'un arrêté royal grand-ducal, sur l'avis du Conseil d'État, aura déclaré d'intérêt public la mise en œuvre de l'invention. Dans ce cas, le breveté a droit, à charge de l'État, à une indemnité qui, à défaut d'entente, sera fixée judiciairement.

## DROITS INTELLECTUELS

6. Le droit à l'obtention du brevet, comme les droits résultant du brevet lui-même, passent aux héritiers de l'ayant droit. Ces droits peuvent être transférés, en tout ou en partie, par acte entre vifs ou testamentaire.

La transmission du brevet est affranchie de tout droit. L'acte de cession entre vifs sera enregistré au droit fixe de 1 F 70 cent.

7. La durée du brevet est de vingt ans; ce délai court du lendemain du jour où l'invention a été déclarée conformément à l'art. 10 de la présente loi. Le montant de chacune des taxes d'annuités sera fixé par arrêté ministériel. (Arr. gd. 13 octobre 1945)

Si l'invention consiste dans le perfectionnement d'une autre invention pour laquelle le demandeur est déjà breveté dans le Grand-Duché, celui-ci peut se faire délivrer un certificat d'addition qui expire avec le brevet principal.

Les certificats d'addition pris par un des ayants droit profitent à tous les autres, il sera libre au breveté de prendre un brevet principal pour les changements ou perfectionnements apportés à son invention.

Le tiers qui aura pris un brevet pour une invention ou application se rattachant à l'objet d'un brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et réciproquement le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nouveau brevet, sauf leur commun accord.

8. Il sera payé pour chaque brevet une taxe annuelle et progressive ainsi qu'il suit:

1 <sup>re</sup> année	20 F
2 <sup>e</sup> année	40 F
3 <sup>e</sup> année	60 F

et ainsi de suite jusqu'à la quinzième année, pour laquelle la taxe sera de 300 francs.

La taxe sera payée par anticipation entre les mains du receveur de l'enregistrement; elle ne sera, dans aucun cas, remboursée.

Il ne sera exigé pour les certificats d'addition qu'une taxe unique de 20 francs. (Loi 7 août 1920)

9. Nul ne pourra obtenir un brevet, ni exercer les droits du brevet, s'il n'a élu domicile dans le Grand-Duché. S'il est étranger, il doit élire ce domicile chez un fondé de pouvoir qui le représente et auquel toutes communications seront valablement faites. Le domicile élu est attributif de juridiction et sera valable aussi longtemps qu'il n'aura pas été remplacé par une nouvelle élection de domicile, dans les formes prévues à l'art. 13.

9bis. Il est créé au Service de la propriété industrielle un registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention. Sont considérés comme mandataires agréés les personnes physiques autorisées en vertu de la loi du 26 août 1975 portant réforme de la loi du 2 juin 1962 déterminant les conditions d'accès et d'exercice de certaines professions ainsi que celles de la constitution et de la gestion d'entreprises.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa 6 du présent article, la représentation auprès du Service de la propriété industrielle est réservée aux seuls mandataires agréés inscrits au registre. Le registre distinguera entre mandataires agréés exerçant la profession de conseil en propriété industrielle, soit à titre indépendant, soit en vertu d'un statut d'employé. Les mandataires autorisés en vertu de l'article 5, sous b), du règlement grand-ducal du 12 janvier 1977 déterminant la qualification professionnelle requise pour l'accès à la profession de conseil en propriété industrielle feront l'objet d'une inscription sous une rubrique à part.

## DROITS INTELLECTUELS

Sont inscrits dans le registre les mandataires agréés qui ont leur domicile au Grand-Duché. L'inscription est faite sur requête accompagnée d'attestations indiquant que les conditions requises sont remplies.

Le retrait de l'autorisation d'établissement ou la renonciation à cette autorisation entraîne la radiation au registre. La radiation peut également intervenir à la demande du mandataire agréé ou d'office si les conditions d'inscription ne sont plus remplies.

Sur sa requête toute personne radiée fait l'objet d'une nouvelle inscription au registre si les motifs qui ont conduit à sa radiation n'existent plus.

La représentation au même titre qu'un mandataire agréé dans les procédures instituées par la présente loi peut être assurée par tout avocat inscrit figurant au tableau de l'Ordre. Une inscription au registre des mandataires agréés n'est pas exigée.

Le registre des mandataires agréés peut être consulté par tout intéressé.

La liste des mandataires agréés ainsi que toute modification y apportée sont publiées au Mémorial.

Tout dépôt d'une demande de brevet effectué et tout autre acte accompli par un mandataire non agréé sont nuls de plein droit. (L. 31 octobre 1978)

**Chapitre II. – De la délivrance des brevets**

10. Quiconque voudra prendre un brevet, devra faire sa déclaration par écrit au fonctionnaire qui sera désigné à cet effet par le Gouvernement.

Une déclaration spéciale est exigée pour chaque invention.

La déclaration portera les nom, prénoms, qualités et domicile réel et élu du déclarant, et, le cas-échéant, de son représentant.

Elle énoncera un titre renfermant la désignation sommaire et précise de l'objet de l'invention.

La déclaration sera accompagnée:

1° d'une description en langue française ou allemande de l'objet inventé;

2° des dessins, modèles ou échantillons qui seraient nécessaires pour l'intelligence de la description.

La description et les dessins seront en double exemplaire.

La description devra être écrite sans altération ni surcharge; les mots rayés comme nuls seront comptés et constatés, les pages et les renvois paraphés. Elle fera connaître l'invention d'une façon claire et complète et se terminera par l'énonciation précise de ses caractères.

Les dessins devront être tracés à l'encre sur une échelle métrique.

Toutes les pièces devront être signées par le déclarant ou par son représentant, dont le pouvoir restera annexé à la déclaration.

11. Aucun dépôt ne sera reçu que sur la production de la quittance du versement de la première annuité de la taxe.

Un procès-verbal dressé sans frais sur un registre à ce destiné, et signé par le déclarant, constatera le dépôt en énonçant le jour et l'heure de la remise des pièces.

Un duplicata du procès-verbal sera remis sans frais au déposant.

12. Les brevets dont la demande aura été régulièrement formée, seront délivrés, sans examen préalable, aux risques et périls des demandeurs, et sans garantie, soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité et de l'exactitude de la description.

DROITS INTELLECTUELS

Un arrêté du membre du Gouvernement chargé des affaires de commerce et d'industrie, constatant la régularité de la demande, sera délivré sans frais au demandeur et constituera le brevet d'invention.

A cet arrêté sera joint le duplicata certifié de la description et des dessins mentionné à l'art. 10.

Le même arrêté sera inséré par extrait au Mémorial.

Le refus du Gouvernement de délivrer le brevet donne lieu à un recours au Conseil d'Etat, comité du contentieux, statuant avec juridiction directe.

13. Les changements qui surviennent dans la personne du breveté ou de son représentant et du domicile élu, de même que toute cession partielle du brevet, doivent être portés dans une forme probante à la connaissance du membre du Gouvernement chargé des affaires de commerce et d'industrie, et seront publiés par le Mémorial. Aussi longtemps que ces formalités ne sont pas remplies, celui qui a été désigné précédemment comme le breveté, ou son représentant, reste investi des droits et soumis aux obligations de la présente loi, et toutes les notifications et significations seront valablement faites au domicile précédemment élu.

14. Le public sera admis à prendre connaissance, dans les bureaux du Gouvernement, des descriptions des brevets délivrés, et des copies pourront en être obtenues moyennant le paiement des frais.

**Chapitre III. – Extinction des brevets; nullités et déchéances**

15. Le brevet s'éteint:

1<sup>o</sup> par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé;

2<sup>o</sup> par la renonciation du titulaire;

3<sup>o</sup> par le seul défaut de paiement de la taxe annuelle dans les douze mois de son échéance. Une surtaxe unique est prélevée à partir du septième mois de retard de paiement de la taxe d'annuité.

Son montant sera fixé par arrêté ministériel ... (Arr. gd. 13 octobre 1945)

16. Le brevet sera nul et de nul effet, s'il est démontré:

1<sup>o</sup> qu'aux termes des art. 1 et 2 l'invention n'était pas susceptible d'être brevetée;

2<sup>o</sup> que l'élément essentiel de la déclaration est emprunté aux descriptions, dessins, modèles, instruments, outillages ou procédés d'un tiers, sans son consentement;

3<sup>o</sup> si le titre sous lequel le brevet a été demandé, indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention;

4<sup>o</sup> si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas d'une manière loyale et complète les véritables moyens de l'inventeur.

Il y a entre la nullité d'un brevet et sa déchéance cette différence fondamentale que la déchéance a lieu sans effet rétroactif, le brevet disparaissant pour l'avenir seulement mais ayant valablement existé et produit ses effets dans le passé, tandis que la nullité opère tant pour le passé comme pour l'avenir, un brevet nul étant censé n'avoir jamais existé.

Encore qu'un brevet d'invention se trouve frappé de déchéance, le titulaire de la licence d'exploitation de ce brevet a intérêt à agir en nullité du brevet, alors qu'en cas d'annulation de ce dernier, le contrat de licence, étant nul, ne peut être invoqué par le breveté à l'appui d'une demande en paiement des redevances convenues et échues avant la décision portant annulation du brevet. – Lux. 20 mars 1957; P. 17, 125.

## DROITS INTELLECTUELS

17. L'action en nullité pourra être exercée par toute personne y ayant intérêt.

Cette action, ainsi que toutes les contestations relatives à la propriété du brevet, sera portée devant le tribunal civil d'arrondissement.

Si la demande est dirigée en même temps contre le titulaire du brevet et contre un ou plusieurs cessionnaires partiels, elle sera portée devant le tribunal du domicile élu du titulaire du brevet.

Les affaires de brevet seront instruites et jugées dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les art. 405 et suivants du Code de procédure civile. L'affaire sera communiquée au ministère public.

Le ministère public pourra intervenir dans l'action et prendre des réquisitions pour faire prononcer la nullité absolue du brevet.

Il pourra aux mêmes fins se pourvoir directement par action principale.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, tous les ayants droit au brevet dont les titres auront été enregistrés au Gouvernement conformément à l'art. 13, devront être mis en cause.

Les frais de l'intervention du ministère public et de la poursuite d'office seront taxés, liquidés et recouvrés comme en matière répressive.

Lorsque la nullité absolue d'un brevet aura été prononcée par jugement ou arrêt ayant force de chose jugée, il en sera donné connaissance au Gouvernement en vue de la publication prescrite par l'art. 19.

1° L'action en nullité d'un brevet d'invention pouvant être exercée par toute personne y ayant intérêt, le titulaire d'une licence d'exploitation est recevable à l'intenter afin d'être libéré de ses obligations contractuelles et notamment du paiement des redevances. – Lux. 20 mars 1957; P. 17, 125.

2° En reconnaissant au ministère public le droit d'agir directement par voie d'action principale dans tous les cas où la nullité du brevet peut être déclarée, l'article 17 de la loi du 30 juin 1880 sur les brevets d'invention a entendu imprimer à la matière des nullités de brevet un caractère d'ordre public. Il s'ensuit que le titulaire d'une licence d'exploitation ne peut valablement renoncer à l'action en nullité du brevet. id.

3° Encore qu'un brevet d'invention se trouve frappé de déchéance, le titulaire de la licence d'exploitation de ce brevet a intérêt à agir en nullité du brevet, alors qu'en cas d'annulation de ce dernier, le contrat de licence, étant nul, ne peut être invoqué par le breveté à l'appui d'une demande en paiement des redevances convenues et échues avant la décision portant annulation du brevet. id.

4° Si par l'exploitation d'un brevet nul dont il a eu la jouissance de fait, le titulaire de la licence d'exploitation a réalisé des bénéfices, il est tenu d'indemniser le breveté. Cette indemnité sera fixée ex aequo et bono par le juge. id.

18. Le brevet pourra être retiré, après trois ans, par arrêté r. gd., sauf le recours au Conseil d'État, comité du contentieux, si le breveté néglige d'exploiter son invention dans le Grand-Duché dans une proportion convenable, ou du moins de faire tout ce qui est nécessaire pour assurer cette exploitation.

De même après trois ans il pourra être déclaré par arrêté royal grand-ducal, sur l'avis du Conseil d'État, que l'intérêt public exige que le droit d'exploiter une invention brevetée soit également concédé à un ou plusieurs autres exploitants qui en ont fait la demande. Dans ce cas, l'indemnité et les garanties dues au breveté par les nouveaux prétendants à l'exploitation seront, en cas de son accord, réglées par décision judiciaire.

19. L'extinction des brevets, leur annulation ou retrait, seront portés à la connaissance du public par la voie du Mémorial.

## DROITS INTELLECTUELS

**Chapitre IV. – De la contrefaçon, des poursuites et des peines**

20. Quiconque aura sciemment fait usage d'une invention contrairement aux dispositions des art. 4 et 5. sera puni d'une amende de 10.000 à 150.000 francs, sans préjudice aux dommages-intérêts de la partie civile, s'il y a lieu.

Dans les cas de récidive, il sera prononcé, outre l'amende, un emprisonnement d'un mois à six mois. Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le prévenu, dans les cinq années antérieures, une première condamnation pour le même délit.

La poursuite ne sera intentée que sur la plainte de la partie lésée.

Le tribunal pourra ordonner la publication du jugement aux frais du condamné. Le jugement déterminera le mode et le délai de la publication.

Le jugement pourra ordonner, soit la destruction, soit la confiscation au profit de l'État, ou au profit de la partie lésée par imputation sur les dommages-intérêts, des objets qui ont servi ou étaient destinés à commettre le délit et de ceux qui en ont été le produit.

21. Le tribunal correctionnel, saisi de l'action, renverra les parties devant la justice civile compétente pour faire statuer sur les exceptions qui seront tirées par le prévenu, soit de l'extinction, de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété du brevet.

22. Sera puni d'une amende de 2.501 à 20.000 francs quiconque, sans avoir un brevet valable, aura apposé sur des objets ou sur leur enveloppe une indication propre à faire naître l'erreur que ces objets sont brevetés conformément à la présente loi, ou qui aura employé une semblable indication dans des annonces, affiches, avis, prospectus ou enseignes.

23. Les peines établies par la présente loi ne pourront être cumulées. La peine la plus forte sera seule prononcée pour tous les faits antérieurs au premier acte de poursuite.

24. Les dispositions en vigueur sur les circonstances atténuantes pourront être appliquées aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

25. Les actions civiles du chef de la violation du brevet se prescrivent par trois ans pour chacun des faits qui peuvent y donner lieu.

**Chapitre V. – Dispositions transitoires**

26. La loi du 25 janvier 1817 et toutes les dispositions antérieures à la présente loi, relatives aux brevets d'invention, d'importation et de perfectionnement, sont abrogées.

Toutefois, les brevets actuellement en exercice continueront d'être régis par les dispositions en vigueur au moment de leur délivrance, à moins que leurs titulaires ne se soient conformés aux dispositions qui vont suivre.

...

30. Un arrêté royal grand-ducal portant règlement d'administration publique arrêtera les dispositions que l'exécution de la présente loi pourra rendre nécessaires.



**13 octobre 1945. – Arrêté grand-ducal ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention**

Mém. 1945, 784

Art. 1<sup>er</sup>. Les ressortissants luxembourgeois peuvent revendiquer l'application à leur profit dans le Grand-Duché de Luxembourg, des dispositions de la Convention d'Union de Paris, révisée à Londres le 2 juin 1934, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que les lois luxembourgeoises pour protéger les droits dérivant de la Propriété Industrielle.

5. Tout dépôt d'une demande de brevet d'invention selon les dispositions de la loi du 30 juin 1880, donne lieu au paiement d'une taxe de dépôt dont le montant sera fixé par arrêté ministériel.

6. Un certificat d'addition peut, sur requête du breveté, être transformé en brevet d'invention indépendant pour lequel les taxes d'annuités sont à payer. Sa durée d'existence est alors celle d'un brevet principal et court du jour de sa date de dépôt.

Les conditions et formalités d'une telle transformation seront fixées par arrêté ministériel.

7. Une demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition peut être cédée au même titre qu'un brevet d'invention. Pour l'enregistrement du transfert de tels droits il y a lieu d'acquitter une taxe de cession et une taxe de publication au Mémorial. Les montants de ces taxes seront fixés par arrêté ministériel.

8. La procédure administrative en matière de Propriété Industrielle sera fixée par arrêté ministériel.

9. Le Ministre afférent est autorisé à appliquer un barème de taxes administratives pour les travaux accessoires du Bureau du Service de la Propriété Industrielle, tels que copies, légalisations, recherches, amendes.

10. Le Ministre afférent est autorisé à réglementer la procédure et d'établir les taxes pour l'inscription à un rôle spécial des brevets d'invention servant à un nantissement et qui pour une durée à fixer par les parties deviennent incessibles.

## DROITS INTELLECTUELS

**9 novembre 1945. – Arrêté ministériel concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, en exécution de la loi du 30 juin 1880 et de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945**

Mém. 1945, 871.

mod. arr. min. 17 janvier 1946, Mém. 1946, 27; arr. min. 5 janvier 1951, Mém. 1951, 142; règl. gd. 7 mars 1977, Mém. 1977, 444; règl. gd. 24 décembre 1985, Mém. 1985, 1876

**Art. 1<sup>er</sup>.** Quiconque demandera un brevet d'invention ou un certificat d'addition devra déposer au bureau chargé du Service de la Propriété industrielle, les documents suivants:

- 1° une requête adressée au ministre compétent et demandant la délivrance d'un brevet d'invention, ou d'un certificat d'addition;
- 2° la quittance du versement des taxes de dépôt et de la première annuité;
- 3° la description de l'objet de l'invention;
- 4° les dessins qui éventuellement illustrent la description;
- 5° le document d'ayant droit, s'il y a lieu;
- 6° la délégation de pouvoir, si un mandataire est nommé;
- 7° une déclaration du déposant désignant les nom, prénoms et adresse de l'inventeur. (Arr. min. 5 janvier 1951)<sup>1</sup>

2. La requête sera dressée par le déposant ou par son mandataire, et mentionnera:

- 1° nom, prénoms et qualités du déposant;
- 2° son domicile réel et son domicile élu;
- 3° la désignation brève et précise de l'objet de l'invention, sans aucune dénomination de fantaisie;
- 4° la nature du brevet demandé: brevet principal ou certificat d'addition à un brevet à indiquer;
- 5° la revendication de priorité du ou des dépôts d'origine, s'il y a lieu; avec l'indication du nom du déposant de la demande du brevet d'origine s'il ne s'identifie pas avec le déposant au Grand-Duché;
- 6° la désignation de la personne à laquelle doivent être envoyées les communications officielles dans le cas où la demande est formulée par plusieurs déposants, (à défaut de mandataire);
- 7° nom, prénoms et adresse du mandataire, s'il en est nommé un.

La requête sera déposée en double exemplaire; elle sera datée et signée.

3. (Règl. gd. 24 décembre 1985) La quittance mentionnée à l'article 1<sup>er</sup>, sub 2° constatera le paiement de la taxe de dépôt, de la taxe de publication au Mémorial, Recueil administratif et économique, d'une mention du dépôt et, sauf s'il s'agit d'une demande de certificat d'addition, de la première taxe annuelle.

Ces taxes doivent être acquittées entre les mains du receveur compétent de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, bureau des successions et de la taxe d'abonnement, à Luxembourg.

<sup>1</sup>) L'arrêté ministériel du 5 janvier 1951 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1951.

## DROITS INTELLECTUELS

4. (Règl. gd. 24 décembre 1985) La description visée à l'article 1<sup>er</sup>, sub 3° doit satisfaire aux conditions suivantes:

- 1° elle doit exposer l'invention de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter, et se terminer par l'énoncé d'une ou de plusieurs revendications définissant l'objet de la protection demandée;
- 2° elle est à rédiger, au choix du déposant, en langue française ou allemande;
- 3° elle est à soumettre en trois exemplaires identiques, dont deux exemplaires originaux et une copie servant à des fins de classification;
- 4° elle doit être présentée sur des feuilles de papier blanc, lisse, mat, souple, fort et durable, de format A4 (29,7 cm × 21 cm), utilisées dans le sens vertical et au recto uniquement; aucune feuille ne doit être pliée, froissée ou déchirée;
- 5° elle est soumise sous la forme d'un texte dactylographié ou imprimé, présentant des caractères noirs foncés, très lisibles et inaltérables;
- 6° elle doit commencer par l'indication du titre de l'invention, tel qu'il figure dans la requête;
- 7° elle ne doit pas contenir des figures de dessin;
- 8° elle peut contenir des formules chimiques ou mathématiques ainsi que des tableaux; les tableaux et les formules peuvent être disposés horizontalement, s'ils ne le peuvent être de façon convenable dans le sens vertical de la feuille; dans un tel cas, les tableaux et les formules doivent être orientés de telle sorte que leurs parties supérieures se trouvent sur le côté gauche de la feuille en position verticale;
- 9° chaque feuille doit comporter sur le côté gauche une marge d'au moins 2,5 cm et sur les autres côtés une marge d'au moins 2 cm lorsqu'elle est placée sur son petit côté inférieur (position verticale); les numéros des feuilles sont inscrits en haut des feuilles et au milieu, directement en dessous de la marge du haut;
- 10° les feuilles composant les deux exemplaires originaux de la description sont à parapher par le déposant ou son mandataire, la dernière portant sa signature entière;
- 11° les surcharges, ratures et altérations isolées sont mentionnées en marge de la page respective et certifiées dans les exemplaires originaux de la description par le déposant ou son mandataire;
- 12° chaque exemplaire de la description peut, à titre optionnel, être recouvert d'une feuille de garde présentant au bord supérieur un espace libre d'au moins huit centimètres pour les inscriptions relatives à la mention d'un brevet principal ou à la revendication d'un droit de priorité, la partie médiane de la feuille de garde comportant une en-tête libellée comme suit: «Mémoire descriptif déposé à l'appui d'une demande de brevet d'invention luxembourgeois (de certificat d'addition luxembourgeois)» ou une en-tête analogue, suivie des nom, prénoms, raison sociale, lieu du domicile du déposant, ainsi que de la désignation brève et précise de l'objet de l'invention.

5. (Règl. gd. 24 décembre 1985) Les dessins visés à l'article 1<sup>er</sup>, sub 4° doivent satisfaire aux conditions suivantes:

- 1° ils doivent être soumis en trois exemplaires identiques, dont deux exemplaires originaux et une copie servant à des fins de classification; les planches de dessins constituant les exemplaires originaux sont à munir de la signature du déposant ou de son mandataire;
- 2° le format de la planche de dessin est le format A4 (29,7 cm × 21 cm). Les planches de dessin, dont une seule face doit être utilisée, sont à numérotter consécutivement en chiffres arabes. Les marges minimales sont de 2,5 cm sur le côté gauche et sur le côté supérieur, de 1,5 cm sur le côté droit et de 1 cm sur le côté inférieur de la planche de dessin en position verticale. La surface utile ne doit pas être dépassée ni encadrée;
- 3° les dessins doivent être exécutés en lignes et traits durables, noirs, suffisamment denses et foncés, uniformément épais et bien délimités, sans couleurs ni lavis. Les différentes figures sont disposées de préférence verticalement, chacune étant clairement séparée des autres, mais sans

DROITS INTELLECTUELS

place perdue, et numérotées consécutivement en chiffres arabes. Lorsque les figures sont, par exception, toutes disposées horizontalement sur une même planche, elles doivent être orientées de telle sorte que leur partie supérieure donne sur le côté gauche de la planche de dessin en position verticale.

4° les dessins ne doivent pas contenir de texte, hormis de très courtes indications ou les mots clés indispensables. Les différentes parties d'une figure de dessin peuvent être identifiées au moyen de signes de référence, chiffres ou lettres. Des signes de référence non mentionnés dans la description ne doivent pas apparaître dans les dessins et vice versa.

5° les schémas d'étapes de processus et les diagrammes sont considérés comme des dessins.

6. Tout déposant d'une demande de brevet d'invention au Grand-Duché de Luxembourg voulant revendiquer ses droits de priorité aux termes de l'art. 1 de l'arrêté du 22 septembre 1922 concernant les brevets d'invention, est tenu de faire une déclaration renseignant:

1° le pays où a été effectué le dépôt de la première demande de brevet;

2° la date du dépôt de cette demande;

3° le nom du ou des déposants de cette demande, lorsque ceux-ci ne s'identifient pas, ou qui ne s'identifient que partiellement, avec le ou les déposants de la demande au Grand-Duché de Luxembourg.

Cette déclaration devra être signée par le déposant ou par son mandataire, et communiquée au bureau chargé du Service de la Propriété industrielle, avant la délivrance du titre du brevet d'invention, mais au plus tard deux mois après le jour du dépôt de la demande.

Le déposant peut revendiquer pour une demande de brevet plusieurs priorités et concernant des pays différents.

7. Chaque fois que le ou les déposants d'une demande de brevet d'invention au Grand-Duché de Luxembourg revendiquant la priorité du dépôt de la première demande pour le même objet, ne s'identifient pas, ou qui ne s'identifient que partiellement avec le ou les déposants de cette dernière, les premiers nommés justifieront de leur droit de priorité en produisant un document d'ayant cause (autorisation) dont la date sera antérieure à celle du dépôt de la demande de brevet luxembourgeois. Aucune législation n'est requise pour ce document.

8. Le bureau chargé du Service de la Propriété industrielle est autorisé à exiger à l'appui d'une revendication de priorité du dépôt de la première demande, une copie certifiée conforme de la description et un certificat officiel de la date de dépôt de cette première demande, chaque fois que des priorités multiples de pays différents sont revendiquées.

8bis. La déclaration visée à l'art. 1<sup>er</sup> n° 7 sera datée et signée par le déposant ou son mandataire qui affirmeront la sincérité de leurs indications et déclareront en assumer l'entière responsabilité. (Arr. min. 5 janvier 1951)

→ 9. (Règl. gd. 28 décembre 1989) La notification portant nomination d'un mandataire doit s'appuyer sur un document de délégation de pouvoir distinct et, lorsqu'il s'agit du dépôt d'une demande de brevet, sur le document visé à l'article 1<sup>er</sup>, sub 6°.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa qui suit, le pouvoir est accordé pour une ou plusieurs demandes de brevet, ou pour un ou plusieurs brevets, identifiés par le numéro matricule, la date de dépôt et, auxiliairement, la désignation de l'objet de l'invention.

Toute personne peut accorder un pouvoir plus étendu, qualifié comme tel, autorisant un ou plusieurs mandataires à la représenter pour toutes les affaires de brevet la concernant.

Si des opérations séparées, concomitantes ou successives, sont censées rentrer dans les termes du mandat résultant d'un pouvoir n'existant qu'en un exemplaire original, le renvoi aux pièces originales doit

## DROITS INTELLECTUELS

se faire moyennant la fourniture, en annexe aux notifications secondant la notification de référence, d'une copie du pouvoir introduit dans le contexte de la notification de référence et d'une copie de celle-ci.

Toute notification et tout document produit en vue de son enregistrement sera daté et signé et mentionnera les noms et qualités des signataires. Une légalisation des signatures n'est pas requise.

10. Le dépôt de la demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition ne sera reçu par le fonctionnaire préposé au Service de la Propriété industrielle que sur production de la quittance d'enregistrement prévue à l'art. 1<sup>er</sup> sous 2<sup>o</sup> et à l'art. 3. (Règl. gd. 7 mars 1977)

11. A la réception des pièces, le fonctionnaire préposé au Service de la Propriété Industrielle délivrera au déposant ou à son mandataire, sur le double de la requête, confirmation du dépôt en mentionnant le jour et l'heure.

12. Il sera tenu par le Service de la Propriété industrielle un registre matricule dans lequel seront inscrites par ordre chronologique de leur dépôt toutes les demandes de brevets d'invention.

Le registre matricule renseignera le numéro matricule du brevet, la date du dépôt de la demande, la date de délivrance du titre officiel, les nom, prénoms et domicile du déposant, la désignation de l'objet de l'invention, éventuellement la mention de certificat d'addition, la priorité revendiquée, le nom du déposant du brevet d'origine revendiqué, s'il ne s'identifie pas avec le déposant au Grand-Duché de Luxembourg, le nom du mandataire, la cession de droits, les mentions de refus, de retrait ou de renonciation.

13. La délivrance du titre d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition n'aura lieu qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater du jour du dépôt de la demande. Il sera loisible au déposant ou à son mandataire de notifier au Service de la Propriété industrielle une manifestation de volonté expresse et écrite émanant de l'inventeur, selon laquelle celui-ci s'oppose à la communication de son identité dans le titre de brevet. Cette notification ne sera plus reçue après le jour de la délivrance du titre du brevet. (Arr. min. 5 janvier 1951)

14. Le dépôt est accepté sous réserve de ce qui a été dit à l'article 10, si les documents concernant la description et les dessins de l'invention ne sont pas conformes aux prescriptions ou si, le cas échéant, le document d'ayant droit, la formule de pouvoir enregistrée et le document de désignation de l'inventeur, visés à l'article 1<sup>er</sup> sous 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, ne sont pas joints. Une telle demande doit être régularisée dans les quatre mois à dater du jour du dépôt. Sinon elle sera refusée et mention de ce refus de délivrance de brevet sera faite au registre matricule des brevets d'invention. (Règl. gd. 7 mars 1977)

15. Une demande de brevet ou de certificat d'addition pourra être retirée tant que le titre du brevet n'aura pas été délivré; mention du retrait sera faite au registre matricule des brevets d'invention, si la demande y a été déjà consignée.

16. Une renonciation totale ou partielle au brevet d'invention ou au certificat d'addition pourra être faite postérieurement à la délivrance du titre; mention de cette renonciation sera faite au registre matricule des brevets d'invention.

17. Des rectifications brèves d'erreurs évidentes dans le texte et les dessins des demandes seront admises jusqu'à la date de délivrance du titre du brevet d'invention ou du certificat d'addition.

18. Le brevet sera accordé par arrêté du ministre afférent. Cet arrêté constatant la régularité de la demande, sera délivré sans frais au demandeur et constituera le titre du brevet d'invention.

L'arrêté d'accord sera daté du jour de la délivrance du titre et mentionnera la date de dépôt de la demande du brevet et celle de la délivrance du titre.

DROITS INTELLECTUELS

---

En outre il indiquera les nom, prénoms, et adresse de l'inventeur, à moins que celui-ci ne s'y soit opposé conformément à l'art. 13.

A cet arrêté sera annexé le deuxième exemplaire certifié de la description et s'il y a lieu des dessins.

Les certificats d'addition sont accordés dans les mêmes conditions. (Arr. min 5 janvier 1951)

19. Le dossier du brevet d'invention ou du certificat d'addition ne sera mis à la disposition du public qu'à dater du jour de la délivrance du titre.

Toutefois, le document de désignation de l'inventeur, visé à l'art. 1<sup>er</sup> n° 7, sera retiré du dossier, lorsque l'inventeur se sera opposé, conformément à l'art. 13, à la communication de son identité dans le titre de brevet. (Arr. min. 5 janvier 1951)

20. La délivrance du titre du brevet d'invention ou du certificat d'addition pourra être ajournée sur requête spéciale du déposant ou de son mandataire. La requête indiquera le nombre de mois entiers à dater du jour de dépôt pour lesquels le maintien au secret est demandé. Ce nombre ne pourra dépasser dix-huit mois. Une taxe spéciale sera perçue pour chaque période de six mois ou fraction de six mois. Postérieurement à cette requête, le déposant ou son mandataire pourra renoncer en tout temps à l'ajournement. Dans ce cas les taxes ne sont pas remboursées.

21. Devront être notifiés au Service de la Propriété industrielle avec documents probants à l'appui:

- 1° toute cession totale ou partielle des droits à une demande de brevet ou de certificat d'addition;
- 2° toute cession totale ou partielle des droits au brevet ou au certificat d'addition;
- 3° tout changement dans la raison sociale ou dans le nom du breveté;

DROITS INTELLECTUELS

---

4° tout changement de mandataire;

5° tout changement du domicile élu.

Aussi longtemps que ces formalités ne seront pas remplies, celui qui a été désigné précédemment comme le breveté ou comme son mandataire, restera investi des droits et soumis aux obligations fixées par les dispositions légales en vigueur, et toutes les notifications et significations seront valablement faites au domicile renseigné au dossier du brevet, resp. du certificat d'addition.

22. La cession d'une demande de brevet doit être enregistrée avant la date de délivrance du brevet correspondant. Dans ce cas ce dernier sera accordé au nom du cessionnaire.

23. La mutation de propriété d'un brevet d'invention ou de certificat d'addition donne lieu à la délivrance d'un procès-verbal de transfert.

24. Toute mutation de la propriété d'une demande de brevet ou d'un certificat d'addition donne lieu à la perception d'une taxe de cession.

25. Un brevet d'invention servant de nantissement pourra sur requête du breveté, faire l'objet d'une mention au registre matricule aux fins d'interdire toute transmission des droits au brevet pour une durée qui sera renseignée dans la déclaration de nantissement signée par le breveté et le tiers intéressé, et déposée au Service de la Propriété industrielle. Cette durée pourra être prorogée par une nouvelle déclaration bilatérale.

26. Un certificat d'addition peut sur requête être transformé en brevet indépendant, à condition que toutes les taxes d'annuités, qui seraient dues au jour de la requête, soient préalablement acquittées. (Arr. min. 17 janvier 1946)

27. Toute demande de transformation de certificat d'addition en brevet indépendant déposée au Bureau chargé du Service de la Propriété industrielle, doit être enregistrée au bureau des actes judiciaires à Luxembourg et, s'il y a lieu, être accompagnée de la quittance de paiement des annuités dues.

28. Le public sera admis à prendre connaissance au Bureau chargé du Service de la Propriété industrielle, des pièces des dossiers des brevets et certificats d'addition et à consulter le registre matricule.

Des copies simples ou certifiées conformes des pièces desdits dossiers, ainsi que des recherches concernant les brevets d'invention et les certificats d'addition, pourront être demandées au susdit Bureau.

29. Seront publiés au Mémorial:

1° un extrait de l'arrêté d'accord de tout brevet d'invention ou de certificat d'addition;

1bis° Les nom, prénoms et adresse de l'inventeur, à moins qu'il ne s'y soit formellement opposé conformément à l'art. 13 (Arr. min. 5 janvier 1951);

2° toute cession totale ou partielle des droits au brevet ou au certificat d'addition;

3° tout changement dans le nom ou la raison sociale du breveté;

4° toute renonciation totale ou partielle aux droits du brevet d'invention ou du certificat d'addition;

5° tout numéro matricule attribué à une demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition ~~refusée~~ ou retirée;

6° toute annulation de brevet d'invention ou de certificat d'addition, par décision judiciaire;

7° toute transformation d'un certificat d'addition en brevet indépendant.

**7 novembre 1946. – Arrêté ministériel concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, en exécution de la loi du 30 juin 1880 et de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945**

Mém. 1946, 800

Art. 1<sup>er</sup>. Le déposant d'une demande de brevet d'invention ou son mandataire peut requérir au moment du dépôt ou postérieurement à celui-ci et aussi longtemps que le brevet n'est pas délivré, un ajournement de la délivrance du titre du brevet resp. une prorogation de cet ajournement.

2. Jusqu'à la date de la délivrance du titre du brevet d'invention, la demande afférente ne sera mentionnée au registre spécial des brevets que par son numéro matricule et les nom et prénoms du déposant.



**Arrêté grand-ducal du 21 juin 1947 concernant la prorogation des délais et la restauration des droits en matière de Propriété Industrielle.**

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 30 juin 1880, sur les brevets d'invention, modifiée et complétée par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 approuvant l'acte révisé à Londres, le 2 juin 1934, de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la Protection de la Propriété Industrielle ;

Vu la loi du 28 mars 1883, sur les marques de fabrique et de commerce, modifiée et complétée par l'arrêté grand-ducal du 15 octobre 1945.

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 juin 1945 concernant la prorogation des délais et des droits en matière de Propriété Industrielle ;

Vu la loi du 24 décembre 1946 portant habilitation pour le Gouvernement de réglementer certaines matières ;

Sur l'avis favorable de la Commission de Travail de la Chambre des Députés ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Economiques et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Ministre ayant dans ses attributions le Service de la Propriété Industrielle pourra accorder une prorogation des délais pour le paiement des taxes et la revendication des droits en matière de Propriété Industrielle.

Il fixera les conditions d'un tel moratoire.

**Art. 2.** Le délai d'un moratoire, tel qu'il est prévu à l'article 1<sup>er</sup>, ne pourra pas dépasser la durée d'une année ; il pourra être renouvelé d'année en année.

Endéans ce délai, les droits déchus au cours des 5 dernières années au maximum ayant précédé la mise en vigueur du moratoire pourront être restaurés par arrêté ministériel.

**Art. 3.** Les brevets d'invention qui sont tombés dans le domaine public pour des raisons indépendantes de l'inventeur ou de ses ayants droit et qui

ne peuvent bénéficier de la prorogation des délais prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, pourront être restaurés par décision ministérielle individuelle. Cette restauration s'effectuera sous réserve des droits des tiers.

Tout intéressé de bonne foi ayant exploité ou pris des dispositions pour exploiter l'invention tombée dans le domaine public, pourra obtenir une licence non exclusive d'exploitation.

Avant la délivrance du certificat officiel de revalidation, le breveté devra acquitter les taxes des annuités échues, sans pouvoir opposer la prescription extinctive.

La restauration d'un brevet d'invention en exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article fera l'objet d'une publication par extrait au « *Mémorial* ».

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires Economiques et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au « *Mémorial* ».

Luxembourg, le 21 juin 1947.

Charlotte.

*Le Ministre des Affaires Economiques,*  
Lambert Schaus.

*Le Ministre des Finances,*  
Pierre Dupong.

**Règlement grand-ducal du 16 décembre 1980 portant nouvelle fixation du barème des différentes taxes et surtaxes visées par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles 2, 4, 5, 7, 9 et 10 de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention,

Vu l'article 2 de la loi du 25 juin 1957 portant approbation de la Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevets, signée à Paris le 11 décembre 1953,

Vu le règlement grand-ducal du 12 juin 1975 concernant le recouvrement des frais de publication au Mémorial, Recueil administratif et économique,

Vu l'avis de la Chambre de commerce du 20 novembre 1980,

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et des Classes Moyennes et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil,

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est perçu pour chaque demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition une taxe de dépôt s'élevant à 100 francs et une taxe de publication au Mémorial.

**Art. 2.** Il est perçu pour chaque brevet principal des taxes annuelles comme suit:

1 <sup>re</sup> annuité	700 francs	11 <sup>e</sup> annuité	1200 francs
2 <sup>e</sup> annuité	700 francs	12 <sup>e</sup> annuité	1200 francs
3 <sup>e</sup> annuité	800 francs	13 <sup>e</sup> annuité	1300 francs
4 <sup>e</sup> annuité	800 francs	14 <sup>e</sup> annuité	1300 francs
5 <sup>e</sup> annuité	900 francs	15 <sup>e</sup> annuité	1400 francs
6 <sup>e</sup> annuité	900 francs	16 <sup>e</sup> annuité	1400 francs
7 <sup>e</sup> annuité	1000 francs	17 <sup>e</sup> annuité	1500 francs
8 <sup>e</sup> annuité	1000 francs	18 <sup>e</sup> annuité	1500 francs
9 <sup>e</sup> annuité	1100 francs	19 <sup>e</sup> annuité	1500 francs
10 <sup>e</sup> annuité	1100 francs	20 <sup>e</sup> annuité	1500 francs

Les taxes annuelles à l'exception de la première sont dues chaque année au jour anniversaire du dépôt de la demande de brevet et ne peuvent pas être payées plus de douze mois avant l'échéance.

**Art. 3.** Lorsque la surtaxe est due du fait d'un retard dans le paiement d'une taxe annuelle, elle doit être acquittée simultanément avec celle-ci. Elle s'élève à 100 francs.

**Art. 4.** Toute demande d'ajournement de la délivrance du titre d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition donne lieu à la perception d'une taxe de 100 francs par période de six mois.

**Art. 5.** L'enregistrement de la transmission d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition ainsi que de leurs demandes donne lieu à la perception d'une taxe de transmission de 100 francs pour chaque titre ou demande et de la taxe de publication au Mémorial.

**Art. 6.** L'enregistrement du nantissement d'un brevet donne lieu à la perception d'une taxe de 100 francs.

**Art. 7.** Chaque accomplissement de formalités en relation avec le dépôt d'une demande de brevet d'invention ou de certificat d'addition, auquel il est procédé après le premier mois de la date du dépôt de la demande, donne lieu à la perception d'une taxe de régularisation de 80 francs.

**Art. 8.** Sur demande écrite, le Service de la propriété intellectuelle délivre par écrit des renseignements et attestations relatifs à des brevets déterminés. Lesdits renseignements et attestations donnent lieu au paiement d'une taxe de 80 francs par brevet.

Lorsque les renseignements visés à l'alinéa qui précède se réfèrent au résultat d'une recherche concernant le nom d'un déposant de brevet, le requérant doit verser une taxe de 50 francs par année ou fraction d'année d'inscription dans le registre alphabétique des brevets luxembourgeois, une taxe de 50 francs par année ou fraction d'année de publication, dans la Gazette du PCT, des demandes internationales, une taxe de 100 francs par année ou fraction d'année de publication, dans le Bulletin européen des brevets, des mentions de délivrance des brevets européens et une taxe de 150 francs par année ou fraction d'année de publication, dans le Bulletin européen des brevets, des demandes de brevets européens. Si des renseignements complémentaires sont demandés, l'intéressé sera tenu de verser une taxe supplémentaire de 15 francs par brevet.

Les intéressés qui procèdent eux-mêmes à des recherches dans les registres du Service de la propriété intellectuelle ou dans les publications d'organisations internationales n'ont aucune taxe à verser.

Les renseignements et attestations demandés d'urgence sont soumis à une taxe supplémentaire de 100 francs.

**Art. 9.** Le Service de la propriété intellectuelle délivre, sur demande écrite, des photocopies des brevets luxembourgeois, des documents annexés aux dossiers de ces brevets et, en général, de tout document mis à la disposition du public auprès dudit Service.

La délivrance de ces copies donne lieu au paiement d'une redevance de 15 francs la page.

**Art. 10.** A la demande des intéressés, les photocopies des brevets et des documents annexés aux dossiers de ces brevets sont certifiées conformes à leur original par le Service de la propriété intellectuelle. Ladite formalité est soumise au paiement d'une taxe de 100 francs.

**Art. 11.** Les publications du Service de la propriété intellectuelle au Mémorial sont vendues à des particuliers au prix de 80 francs le numéro.

**Art. 12.** Les envois du Service de la propriété intellectuelle bénéficient de la franchise de port à l'exception de ceux qui se font par express ou par avion. Dans ces derniers cas une taxe supplémentaire de 5 francs par page de document sera réclamée.

**Art. 13.** Les taxes et redevances prévues aux articles qui précèdent sont à payer au bureau compétent de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, à Luxembourg. Le montant de la taxe de publication est celui qui est fixé dans chaque cas par le règlement grand-ducal concernant le recouvrement des frais de publication au Mémorial, recueil administratif et économique.

Les quittances constatant le paiement des taxes prévues aux articles 1<sup>er</sup> à 6 de même que celles constatant le paiement des taxes de publication au Mémorial sont à remettre au Service de la propriété intellectuelle. Le paiement des taxes prévues aux articles 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 6, de la première taxe annuelle et de toutes les taxes de publication en matière de brevets d'invention est à effectuer par anticipation et au plus tard à la date de présentation auprès du service de la propriété intellectuelle de la requête à laquelle il se réfère.

Les taxes et redevances prévues aux articles 7 à 12 sont à payer au vu d'une facture du Service de la propriété intellectuelle qui, lors de la délivrance, en adressera simultanément une copie à la Direction de l'enregistrement. Cette dernière transmettra cette copie au receveur compétent pour lequel elle formera un titre de recette.

**Art. 14.** Tout paiement doit comporter l'indication du nom et de l'adresse de la personne qui l'effectue ainsi que les données nécessaires permettant d'identifier facilement l'objet du paiement.

L'objet du paiement est notamment considéré comme pouvant être facilement identifié lorsque les éléments d'information ci-après ont été fournis:

a) s'il s'agit d'une opération en relation avec une demande de brevet ou un brevet: le numéro de la demande de brevet (i.e. le numéro de dépôt en ce qui concerne les demandes luxembourgeoises et le numéro de publication de la demande en ce qui concerne les demandes internationales et les demandes de brevets européens), la date du dépôt de la demande de brevet, le nom du titulaire de la demande de brevet ou du brevet ainsi qu'une mention de la nature de l'opération dont question,

b) s'il s'agit du paiement d'une taxe annuelle: le numéro de l'année pour laquelle la taxe est due, le montant prescrit de la taxe ainsi que les éléments visés sous la lettre a) ci-dessus,

c) s'il s'agit du paiement d'une facture du Service de la propriété intellectuelle: le numéro, la date et le nom de l'émetteur de la facture.

Lorsque l'objet du paiement ne peut pas être facilement identifié par exemple en raison de l'omission ou de la transcription erronée du numéro d'enregistrement ou lorsqu'il résulte des inscriptions portées au registre officiel des brevets qu'une annuité précédente n'a pas été acquittée, le Service de la propriété intellectuelle peut ordonner le remboursement des sommes touchées. Ce remboursement pourra intervenir au plus tôt six mois à dater du deuxième avertissement infructueux adressé à l'intéressé.

**Art. 15.** Le règlement grand-ducal du 30 septembre 1968 portant nouvelle fixation du barème des différentes taxes et surtaxes visées par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention est abrogé.

**Art. 16.** Notre Ministre de l'Economie et des Classes Moyennes et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Château de Berg, le 16 décembre 1980.

Jean

*Le Ministre de l'Economie et  
des Classes Moyennes,  
Colette Flesch*

*Le Ministre des Finances,  
Jacques Santer*

---

Règlement grand-ducal du 28 décembre 1989 portant modification du règlement grand-ducal du 16 décembre 1980 portant nouvelle fixation du barème des différentes taxes et surtaxes visées par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945, ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention, et de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1945 concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, en exécution de la loi du 30 juin 1880 et de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

Vu l'article 37 de la loi du 22 décembre 1989 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1990;

Vu la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation de la Convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich le 5 octobre 1973, b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets;

Vu la loi du 27 mai 1977 portant a) approbation du Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1970, b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets;

Vu l'article 2 de la loi du 25 juin 1957 portant approbation de la Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevets, signée à Paris le 11 décembre 1953;

Vu la loi du 30 juin 1880 sur les brevets d'invention, modifiée en dernier lieu par la loi du 31 octobre 1978 portant a) approbation de la Convention relative au brevet européen pour le Marché Commun, signée à Luxembourg le 15 décembre 1975, b) adaptation de la législation nationale en matière de brevets;

Vu le règlement grand-ducal du 16 décembre 1980 portant nouvelle fixation du barème des différentes taxes et surtaxes visées par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention, modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1985;

Vu l'arrêté ministériel du 9 novembre 1945 concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1985;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce du 4 décembre 1989 et celui du Conseil d'Etat du 14 décembre 1989;

Sur le rapport de Notre ministre de l'économie et de Notre ministre des finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1.** Les articles 2, 5 et 6 du règlement grand-ducal du 16 décembre 1980 portant nouvelle fixation du barème des différentes taxes et surtaxes visées par l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945 ayant pour objet de modifier et compléter la législation sur les brevets d'invention, modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1985, sont modifiés et remplacés comme suit:

«**Art. 2.** Les montants des taxes annuelles à percevoir au titre d'un brevet luxembourgeois ou européen ou d'une demande luxembourgeoise ou internationale de brevet d'invention sont fixés comme suit:

1 <sup>re</sup> année	700,- francs	11 <sup>e</sup> année	4.500,- francs
2 <sup>e</sup> année	900,- francs	12 <sup>e</sup> année	5.000,- francs
3 <sup>e</sup> année	1.200,- francs	13 <sup>e</sup> année	5.500,- francs
4 <sup>e</sup> année	1.500,- francs	14 <sup>e</sup> année	6.000,- francs
5 <sup>e</sup> année	1.800,- francs	15 <sup>e</sup> année	6.500,- francs
6 <sup>e</sup> année	2.200,- francs	16 <sup>e</sup> année	7.000,- francs
7 <sup>e</sup> année	2.600,- francs	17 <sup>e</sup> année	7.500,- francs
8 <sup>e</sup> année	3.000,- francs	18 <sup>e</sup> année	8.000,- francs
9 <sup>e</sup> année	3.500,- francs	19 <sup>e</sup> année	8.500,- francs
10 <sup>e</sup> année	4.000,- francs	20 <sup>e</sup> année	9.500,- francs

Les taxes annuelles sont dues par anticipation pour l'année de validité à venir ou venant de commencer. A l'exception de la première, elles viennent à échéance le dernier jour du mois de la date anniversaire du dépôt de la demande de brevet. Les taxes annuelles versées au titre d'une demande de brevet ou d'un brevet valent également pour le maintien en vigueur des demandes de certificat d'addition et des certificats d'addition qui s'y rattachent.

**Art. 5.** L'enregistrement de la transmission d'un brevet d'invention, d'un certificat d'addition ou d'une demande en obtention de l'un de ces titres donne lieu à la perception d'une taxe d'inscription s'élevant à 100 francs pour chaque titre ou demande. L'enregistrement et le cas échéant la radiation d'une mention de nantissement donne lieu à la perception d'une taxe d'inscription s'élevant à 100 francs pour chaque titre ou demande. En outre, les taxes de publication au Mémorial sont dues.

**Art. 6.** L'enregistrement de la notification portant modification ou rectification des raison sociale, forme juridique ou localité du siège ainsi que des nom, prénom ou lieu du domicile d'une personne mentionnée au registre matricule en tant que déposant ou breveté ou dans une autre qualité, donne lieu à la perception d'une taxe d'inscription s'élevant à 100 francs par notification. En outre, les taxes de publication au Mémorial sont dues.»

**Art. II.** L'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1945 concernant la procédure administrative en matière de brevets d'invention, en exécution de la loi du 30 juin 1880 et de l'arrêté grand-ducal du 13 octobre 1945, modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1985, est modifié et remplacé comme suit:

«**Art. 9.** La notification portant nomination d'un mandataire doit s'appuyer sur un document de délégation de pouvoir distinct et, lorsqu'il s'agit du dépôt d'une demande de brevet, sur le document visé à l'article 1<sup>er</sup>, sub 6°.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa qui suit, le pouvoir est accordé pour une ou plusieurs demandes de brevet, ou pour un ou plusieurs brevets, identifiés par le numéro matricule, la date de dépôt et, auxiliairement, la désignation de l'objet de l'invention.

Toute personne peut accorder un pouvoir plus étendu, qualifié comme tel, autorisant un ou plusieurs mandataires à la représenter pour toutes les affaires de brevet la concernant.

Si des opérations séparées, concomitantes ou successives, sont censées rentrer dans les termes du mandat résultant d'un pouvoir n'existant qu'en un exemplaire original, le renvoi aux pièces originales doit se faire moyennant la fourniture, en annexe aux notifications secondant la notification de référence, d'une copie du pouvoir introduit dans le contexte de la notification de référence et d'une copie de celle-ci.

Toute notification et tout document produit en vue de son enregistrement sera daté et signé et mentionnera les noms et qualités des signataires. Une légalisation des signatures n'est pas requise.»

**Art. III.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. IV.** Notre ministre de l'économie et Notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Economie,*

**Robert Goebbels**

*Le Ministre des Finances,*

**Jean-Claude Juncker**

Château de Berg, le 28 décembre 1989.

**Jean**